



Rapport semestriel
2002



Sommaire

Message du Président	1
Panorama des activités	2
Résultats	5
Bilan consolidé	6
Compte de résultat consolidé	8
Tableau des flux de trésorerie consolidés	9
Annexe résumée	10
Rapport des Commissaires aux Comptes	16

Le message du Président



Claude Cocozza
Président-Directeur Général

Chers actionnaires,

Au cours du premier semestre 2002, l'activité de Carbone Lorraine a été conforme à nos attentes, c'est-à-dire globalement stable par rapport au second semestre 2001. En dépit d'un environnement économique très médiocre, nous avons réalisé au premier semestre des performances opérationnelles satisfaisantes, légèrement supérieures à celles du semestre précédent, et généré d'abondantes liquidités.

Les perspectives à court terme reflètent cependant l'environnement économique général qui prévaut depuis un an : faiblesse de l'investissement industriel, absence de signes tangibles de reprise économique, faiblesse des entrées de commandes qui devraient se traduire par une nouvelle baisse d'activité au troisième trimestre. Dans ce contexte, nous consacrons l'année 2002 à la mise en œuvre d'actions structurelles d'amélioration de notre profitabilité.

Le plan d'économies annoncé en mars dernier se déroule conformément aux engagements pris. Il se met en place dans l'ensemble des sites concernés et commence à produire ses premiers effets. Visant à une économie substantielle annuelle de 20 M€ à partir de 2004 dont 15 M€ dès 2003, le plan porte sur la rationalisation de l'outil industriel, notamment par la concentration des productions sur les sites les plus performants et l'externalisation de certaines fabrications ; ce plan porte aussi sur les frais de structure en général.

Nous travaillons également à nos grandes priorités stratégiques, notamment l'excellence et l'innovation au profit de nos clients industriels, et la mise en œuvre d'une véritable culture de gestion par le cash.

Ce travail patient est rendu possible grâce à l'implication forte de l'ensemble de notre personnel. Ces actions vont permettre à Carbone Lorraine de gagner plusieurs crans de rentabilité et de sortir de la situation actuelle avec un positionnement encore plus propice à provoquer un fort rebond de nos résultats et à saisir les opportunités de développement qui se présenteront.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'C. Cocozza', written in a cursive style.



Applications Électriques

L'évolution de l'activité a été très différente selon les secteurs d'application de nos balais et porte-balais pour moteurs électriques. La faiblesse de l'activité industrielle, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, a conduit à une baisse de nos ventes de balais et porte-balais pour moteurs industriels et de traction. Les seules progressions sensibles ont été enregistrées en Asie dans le domaine du captage ferroviaire et dans les porte-balais.

Dans les composants pour petits moteurs électriques équipant les automobiles, les synergies entre balais et porte-balais consécutives à l'acquisition d'AVO ont été confirmées. Ajoutées à la progression de la demande client, elles ont permis de maintenir un niveau élevé des ventes d'assemblages tant en Europe qu'en Amérique du Nord.

Au total, les ventes des Applications Électriques se sont chiffrées à 102 M€, en baisse de 5 % à périmètre et change constants. En valeur historique, elles ont augmenté de 2 % grâce à l'acquisition d'AVO en mai 2001.

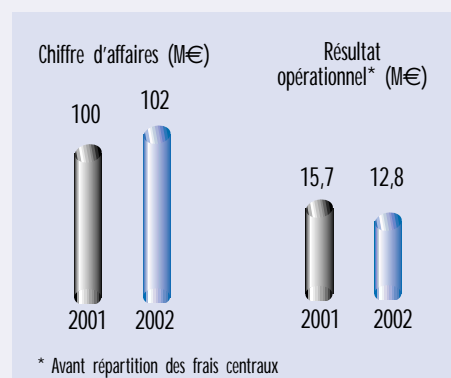
La marge opérationnelle s'est établie à 12,6 % contre 15,7 % l'an passé. Cette baisse provient essentiellement de la faiblesse des volumes dans les balais pour moteurs industriels.

Au second semestre, la marge bénéficiera des premiers effets du plan d'économies lancé au début de cette année. Celui-ci, principalement focalisé sur l'optimisation de l'outil industriel en Europe, apportera des gains de productivité sensibles.

Carbone Lorraine a réalisé un chiffre d'affaires de 382 M€ au premier semestre 2002.

Conformément à ce que le Groupe avait annoncé lors de la présentation de ses résultats annuels, ce chiffre est en baisse de 9 % à périmètre et change constants par rapport au premier semestre de l'an passé, où le niveau d'activité avait été très élevé.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2002 a été équivalent à celui du second semestre 2001, qui avait été marqué par un fort ralentissement économique.



Le moteur électrique

Protection Électrique

La baisse des ventes dans la Protection Électrique (-15 % à périmètre et change constants) résulte principalement de la très forte chute des investissements en équipements électriques partout dans le monde. Cette chute s'ajoute à la baisse générale de l'activité industrielle dans les trois grandes zones économiques. Enfin, la comparaison avec l'an passé induit un effet de référence défavorable, l'activité ayant été très soutenue au premier semestre 2001.

L'activité des fusibles pour semi-conducteurs a été particulièrement affectée par la baisse des investissements dans l'électronique industrielle. Seule l'Italie a enregistré une progression de ses ventes pour les marchés ferroviaires.

Les fusibles à usages généraux ont augmenté leurs ventes à la distribution en Europe, malgré la crise.

En Amérique du Nord, nous avons continué à gagner des parts de marché grâce au contrat avec Affiliated Distributors, premier groupement de distributeurs de matériel électrique dans cette zone, et grâce au lancement de produits nouveaux.

La marge opérationnelle de la Protection Électrique s'est élevée à 6,6 % à fin juin 2002 contre 11,2 % au premier semestre 2001. Les marges ont été affectées pour l'essentiel par le manque de volume, mais également par des effets temporairement défavorables de la mise en œuvre du plan d'économies (fermeture de sites, transferts d'activité...). Les conséquences positives de ce plan commenceront à apparaître dans les résultats de la Protection Électrique au second semestre 2002.

Aimants

L'activité Aimants a commencé à se redresser en termes de chiffre d'affaires et de marge opérationnelle, avec des situations différenciées selon les zones.

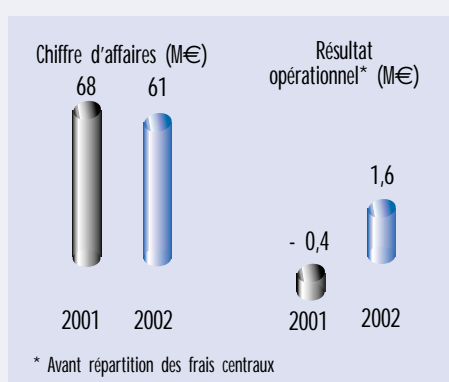
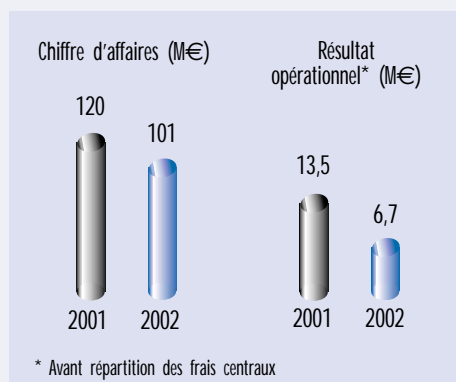
En Amérique du Nord, les ventes ont légèrement diminué. La situation de notre principal client (VESI, une filiale de Valeo) a commencé à se clarifier, avec la conclusion d'un accord avec ses syndicats. L'évolution des volumes sera toutefois peu favorable dans les prochains mois, car certains modèles produits par Valeo sont en fin de vie et un autre client délocalise sa production de moteurs en Chine. La diversification de notre clientèle nord-américaine se poursuit, avec une progression des ventes hors Valeo de 30 %, réduisant sur le semestre la part de ce client à 70 % de nos ventes d'aimants dans cette zone.

En Europe, la baisse des ventes a été limitée à 2 % au cours des six premiers mois grâce à la très forte croissance de la demande d'inducteurs, qui a permis de compenser en partie la baisse des ventes d'aimants nus.

En Corée et au Brésil, l'activité a été très élevée. Au Brésil, la faiblesse des marchés locaux a été compensée par la croissance des exportations de moteurs électriques et de véhicules.

Au total, si les ventes de l'activité Aimants sont en baisse en valeur historique du fait de la cession des aimants de spécialités en avril 2001, elles sont en progression de 2 % à périmètre et change constants.

La marge opérationnelle de l'activité Aimants est redevenue positive grâce à des effets volumes et prix non récurrents. Au second semestre, la baisse des volumes, liée à l'arrêt par nos clients de certains modèles, contribuera à une baisse de la marge opérationnelle. Celle-ci devrait rester à l'équilibre grâce à notre plan d'économies qui vise à réduire à nouveau les coûts de production des aimants en Amérique du Nord et à optimiser l'outil industriel en Europe. Les effets attendus de ce plan et la prise d'effet de nouveaux contrats au 1^{er} trimestre 2003 nous permettent de maintenir notre objectif de marge opérationnelle à 4 % d'ici le printemps 2003.





Panorama des activités

Autour du graphite

Systèmes et Matériaux Avancés

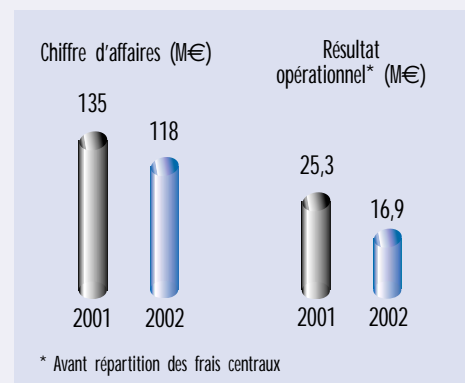
Les Systèmes et Matériaux Avancés ont réalisé un chiffre d'affaires de 118 M€, en baisse de 12 % à périmètre et change constants par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, qui avait enregistré un très haut niveau d'activité dans chacun des trois secteurs de cette division.

Les ventes en équipements anticorrosion ont été affectées par la crise économique en Amérique du Nord et par le fort ralentissement des investissements dans la chimie. Par ailleurs, la mise en œuvre du plan d'économies a créé quelques perturbations temporaires sur l'activité lors de la fermeture du site de Wooster aux États-Unis, maintenant réalisée.

Dans les applications à hautes températures du graphite, les ventes à destination du marché des semi-conducteurs sont en forte baisse depuis le second semestre de l'an dernier.

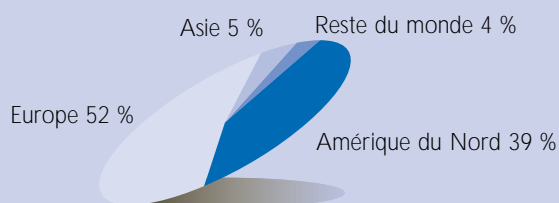
Les ventes de freins ont fortement augmenté. La performance supérieure de nos produits nous a permis d'accroître nos parts de marché aussi bien dans l'aéronautique que dans le ferroviaire et la moto. Les perspectives du second semestre sont très favorables, en particulier dans le domaine ferroviaire grâce à un nouveau contrat signé avec la SNCF.

La marge opérationnelle des Systèmes et Matériaux Avancés a baissé du fait de la chute des volumes, tout en conservant un niveau élevé à 14,4 %. Le plan d'économies, particulièrement focalisé sur les sites de production d'équipements anticorrosion, permettra au Groupe de se doter d'un outil de production encore plus performant et de bénéficier d'autant mieux de la reprise économique.

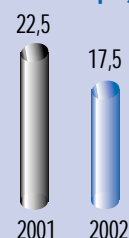


Résultats

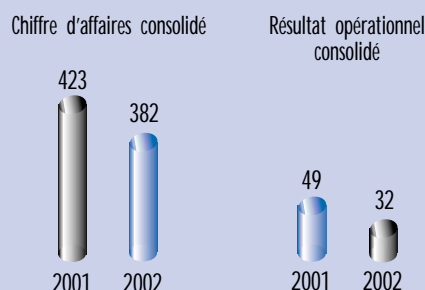
Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



Résultat courant net (part du Groupe) (M€)



Chiffre d'affaires et résultat opérationnel consolidés (M€)



Cash flow d'exploitation courante (M€)



La marge opérationnelle du Groupe s'est élevée à 32 M€, soit 8,4 % du chiffre d'affaires contre 11,6 % au premier semestre de l'an passé. Elle est supérieure à celle du deuxième semestre 2001, qui était seulement de 7,1 % du chiffre d'affaires. Cette performance résulte des actions menées en 2001 pour faire face au ralentissement économique et des premiers effets positifs du plan d'économies lancé au début de cette année.

Les frais financiers nets sont passés de 15 M€ à fin juin 2001 à 7 M€ à fin juin 2002. L'effet conjugué de la réduction de l'endettement moyen, de la baisse des taux d'intérêts et d'une position de change plus favorable explique l'amélioration du résultat financier de 8 M€.

En conséquence, le résultat courant net part du Groupe, avant prise en compte des éléments exceptionnels, s'est établi à 17,5 M€, soit 4,6 % du chiffre d'affaires.

Les charges exceptionnelles nettes d'impôts de 4 M€ sont pour l'essentiel liées au plan d'économies lancé en début d'année 2002.

Après prise en compte des charges exceptionnelles et de l'amortissement des survaleurs, le résultat net part du Groupe s'est établi à 10 M€ contre 17 M€ l'an passé.

L'endettement du Groupe a fortement diminué

(- 40 M€) durant le semestre. Cette réduction, obtenue en dépit de la distribution d'un dividende de 9,5 M€, est due pour moitié à la baisse du dollar et pour moitié à une bonne génération de liquidités. Le cash flow net d'exploitation courante a en effet atteint 23 M€ au premier semestre 2002 contre 9 M€ au premier semestre de l'an passé. Cette évolution est bien sûr liée au niveau d'activité, mais également aux actions en cours pour implanter une véritable culture de gestion par le cash dans le Groupe.

L'endettement net de 275 M€ fin juin 2002 se traduit par un ratio d'endettement sur fonds propres de 1 contre 1,07 fin décembre 2001.

Perspectives

La diminution du carnet de commandes au cours du semestre écoulé se traduira par une nouvelle baisse de l'activité au cours du troisième trimestre. Dans cet environnement incertain, Carbone Lorraine se concentre sur la réussite de son plan d'économies qui devrait apporter, comme prévu, 20 M€ d'économies annuelles à partir de 2004, dont 15 M€ dès 2003.

Ce plan d'économies permettra de faire gagner au Groupe plusieurs crans de rentabilité et de saisir plus facilement les opportunités de développement qui se présenteront.

Comptes consolidés résumés

Bilan consolidé

ACTIF	30/06/2002 M€	31/12/2001 M€	30/06/2001 M€
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles			
Écart d'acquisition	204,0	227,6	247,7
Autres immobilisations incorporelles	16,9	18,7	23,5
Immobilisations corporelles			
Terrains	13,1	13,6	13,0
Constructions	47,8	53,4	54,1
Installations techniques, matériels industriels et autres immobilisations corporelles	100,2	111,7	116,5
Immobilisations en cours	14,9	14,1	19,6
Immobilisations financières			
Participations	13,1	16,1	17,0
Autres immobilisations financières	17,2	20,9	22,7
Total actif immobilisé	427,2	476,1	514,1
ACTIF CIRCULANT			
Stocks	143,6	154,0	168,5
Clients et comptes rattachés	162,2	170,3	197,7
Autres créances d'exploitation	41,0	48,9	52,4
Créances financières court terme	1,4	0,5	5,0
Valeurs mobilières de placement	5,8	4,8	5,6
Disponibilités et assimilé	19,1	18,4	22,7
Total actif circulant	373,1	396,9	451,9
TOTAL GÉNÉRAL	800,3	873,0	966,0

PASSIF	30/06/2002 M€	31/12/2001 M€	30/06/2001 M€
CAPITAUX PROPRES			
Capital	22,3	22,3	22,2
Primes, réserves et report à nouveau	240,3	261,4	260,8
Résultat net de l'exercice (part du Groupe)	10,3	(8,1)	17,2
Écart de conversion (part du Groupe)	(2,1)	15,9	23,6
Total	270,8	291,5	323,8
Intérêts minoritaires	3,3	3,8	3,6
Capitaux propres et intérêts minoritaires	274,1	295,3	327,4
Provisions à long terme	37,1	41,2	43,5
DETTES			
Emprunts à long terme	139,4	286,0	303,4
Fournisseurs et comptes rattachés	69,5	76,0	91,6
Autres dettes d'exploitation	72,2	67,4	79,0
Part court terme des provisions long terme	18,0	17,6	13,6
Dettes diverses	28,4	36,9	41,9
Dettes financières court terme	114,8	11,0	14,2
Comptes courants financiers	0,9	3,0	0,2
Concours bancaires courants	45,9	38,6	51,2
Total provisions et dettes	526,2	577,7	638,6
TOTAL GÉNÉRAL	800,3	873,0	966,0

Comptes consolidés résumés

Compte de résultat consolidé

GROUPE CARBONE LORRAINE	30/06/2002 M€	31/12/2001 M€	30/06/2001 M€
Chiffre d'affaires consolidé	382,1	803,7	422,7
Coûts des produits vendus	(264,2)	(560,5)	(286,1)
Marge brute totale	117,9	243,2	136,6
Charges commerciales	(32,6)	(66,0)	(33,7)
Frais administratifs centraux et de recherche	(32,9)	(61,5)	(32,2)
Autres charges et provisions d'exploitation	(2,2)	(3,8)	(3,4)
Excédent brut d'exploitation	50,2	111,9	67,3
Amortissements	(18,2)	(35,9)	(18,4)
Résultat opérationnel	32,0	76,0	48,9
Résultat financier	(6,8)	(24,6)	(15,2)
Résultat courant	25,2	51,4	33,7
Impôts courants et différés d'exploitation	(7,4)	(16,4)	(10,9)
Part des tiers dans les sociétés intégrées	(0,3)	(0,5)	(0,3)
Résultat courant net part du Groupe	17,5	34,5	22,5
Charges et produits exceptionnels nets d'impôt	(4,0)	(27,1)	(2,1)
Résultat net avant écart d'acquisition	13,5	7,4	20,4
Amortissement des écarts d'acquisition	(3,2)	(15,5)	(3,2)
Résultat net part du Groupe	10,3	(8,1)	17,2

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	30/06/2002 M€	31/12/2001 M€	30/06/2001 M€
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	38,9	69,8	43,1
Variation du besoin en fonds de roulement	(0,8)	(2,0)	(17,5)
Autres variations	(3,2)	(7,6)	(3,2)
(A) Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	34,9	60,2	22,4
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Immobilisations incorporelles	(1,3)	(3,9)	(1,9)
Immobilisations corporelles	(11,2)	(31,5)	(12,6)
Immobilisations financières	(0,8)	(2,4)	(0,2)
Cessions d'immobilisations	1,0	1,4	0,9
(B) Flux de trésorerie nécessité par les investissements d'exploitation	(12,3)	(36,4)	(13,8)
(C) Cash flow d'exploitation courante	22,6	23,8	8,6
Investissements nets liés à l'incidence des variations de périmètre	(2,9)	(4,1)	(5,9)
Cessions exceptionnelles d'immobilisations	2,3		
(D) Cash flow net	22,0	19,7	2,7
Augmentation de capital reçue	0,2	0,3	0,1
Dividendes nets versés aux actionnaires et aux minoritaires	(9,5)	(17,0)	(12,8)
Flux de trésorerie hors exploitation	(0,4)	(2,3)	(1,5)
(E) Variation de l'endettement	12,3	0,7	(11,5)

Comptes consolidés résumés

Annexe résumée

NOTE N° 1 . PRINCIPES ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Carbone Lorraine sont établis en conformité avec les principes comptables définis par le Règlement 99-02 du CRC relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes intermédiaires semestriels, les principes appliqués sont identiques à ceux utilisés pour l'arrêté des comptes consolidés annuels et sont conformes à la recommandation CNC 99 R 01 du 18/3/1999.

A – Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe incluent Le Carbone Lorraine et toutes les filiales significatives que le Groupe contrôle directement ou indirectement.

L'ensemble du périmètre est consolidé selon la méthode de l'intégration globale.

B – Conversion des états financiers

La conversion en euros des états financiers des filiales étrangères est effectuée selon les principes suivants :

- les actifs et les passifs sont convertis aux taux de change en vigueur au 30/6/2002 ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen semestriel ;
- l'écart de conversion (porté dans les capitaux propres pour la part Groupe) comprend les éléments suivants :
 - incidence de la variation des taux de change sur les actifs et les passifs,
 - différence entre le résultat calculé au taux moyen semestriel et le résultat calculé au taux du 30/6/2002.

C – Immobilisations incorporelles

a) Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition, correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la valeur de marché des actifs et passifs acquis, sont amortis sur une durée n'excédant pas 40 ans. Les durées actuelles retenues sont comprises entre 5 et 40 ans.

b) Les frais d'établissement

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans maximum.

c) Les brevets et licences

Les brevets et licences sont amortis sur la période de protection juridique. Les logiciels informatiques sont amortis sur leur durée probable d'utilisation, avec un maximum de 5 ans.

D – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue du bien.

Les durées retenues sont :

▪ Constructions	20 à 50 ans
▪ Agencements et installations	10 à 15 ans
▪ Matériel et outillage	3 à 10 ans
▪ Matériel de transport	3 à 5 ans

E – Immobilisations financières

Les titres des sociétés non consolidées sont évalués à leur coût d'acquisition. En cas de perte durable de valeur, une provision pour dépréciation est constituée si la valeur comptable est supérieure à la valeur d'usage, celle-ci étant déterminée par référence à la quote-part de situation nette détenue et en tenant compte des perspectives de développement à moyen terme.

F – Valeurs d'exploitation

Les stocks sont évalués au prix de revient, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou au prix de marché si celui-ci est inférieur.

Les coûts indirects pris en compte dans la valorisation des stocks d'en-cours et de produits finis ne comprennent que ceux liés à la production.

Une provision pour rotation lente est comptabilisée lorsqu'elle est économiquement justifiée.

G – Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits finis et de prestations de services attachées à ces produits, les ventes de déchets, les ventes de marchandises et les frais de port facturés.

Les produits résultant d'activités annexes figurent dans le compte de résultat aux rubriques de nature correspondante : autres revenus, produits financiers, produits exceptionnels ou en déduction des frais (commerciaux, généraux, administratifs, recherche).

H – Frais de recherche

Les frais de recherche sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

I – Pensions, retraites et indemnités de départ à la retraite

Les engagements du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de départ à la retraite sont déterminés en appliquant une méthode actuarielle prospective qui tient compte des conditions économiques propres à chaque pays. Ces engagements sont couverts par des fonds de retraite ou par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés.

J – Impôts différés

Les corrections ou traitements comptables opérés en consolidation (amortissements, provisions, décomptes fiscaux) peuvent entraîner la modification des valeurs figurant au bilan des sociétés consolidées. Les différences temporaires apparaissant entre la valeur fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable retraitée donnent lieu au calcul d'impôts différés selon la méthode du report variable. Les impôts différés sont présentés à l'actif ou au passif du bilan consolidé et classés en long ou court terme selon le cas.

Aucune provision pour impôts de distribution n'est constituée au titre des bénéfices dont la distribution n'est pas envisagée.

K – Opérations de crédit-bail

Les contrats de crédit-bail portant sur des biens dont la valeur d'origine (ou contrevalet en devise) est supérieure à 0,8 million d'euros sont retraités en consolidation ; pour les contrats finançant des biens d'une valeur inférieure aucun retraitement n'est effectué, leur impact étant non significatif.

L – Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent essentiellement par leur nature inhabituelle et leur caractère ponctuel.

Comptes consolidés résumés

Annexe résumée

NOTE N° 2 • CAPITAUX PROPRES (part du Groupe)

	Nombre d'actions	Capital M€	Primes Réserves M€	Résultat M€	Écart de conversion M€	Total M€
Capitaux propres au 31/12/2000	11 109 733	22,2	235,4	41,2	10,5	309,3
Résultat N-1			41,2	(41,2)		0,0
Dividendes versés			(15,8)			(15,8)
Augmentation de capital	18 729	0,1	0,2			0,3
Résultat (part du Groupe)				(8,1)		(8,1)
Écart de conversion et divers			0,4		5,4	5,8
Capitaux propres au 31/12/2001	11 128 462	22,3	261,4	(8,1)	15,9	291,5
Résultat N-1			(8,1)	8,1		0,0
Dividendes versés			(13,1)			(13,1)
Augmentation de capital	10 688	0,0	0,2			0,2
Résultat (part du Groupe)				10,3		10,3
Écart de conversion et divers			(0,1)		(18,0)	(18,1)
Capitaux propres au 30/06/2002	11 139 150	22,3	240,3	10,3	(2,1)	270,8

En 2001, l'augmentation de capital provient de l'exercice d'options de souscription accordées aux salariés avec création de 18 729 actions.

En 2002, l'augmentation de capital provient de l'exercice d'options de souscription accordées aux salariés avec création de 10 688 actions.

NOTE N°3 • IMMOBILISATIONS

	06/02 M€	12/01 M€	06/01 M€
Écarts d'acquisition nets	204,0	227,6	247,7
Autres incorporels	16,9	18,7	23,5
Immobilisations incorporelles	220,9	246,3	271,2
Immobilisations corporelles	176,0	192,8	203,2
Immobilisations financières	30,3	37,0	39,7
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	427,2	476,1	514,1

L'actif net immobilisé diminue de 48,9 M€ sur le premier semestre du fait pour l'essentiel :

- de 23,6 M€ sur les écarts d'acquisitions dont 21,6 M€ sont dus aux effets des parités monétaires,
- de 16,8 M€ sur les immobilisations corporelles dont 10,7 M€ sont dus aux effets des parités monétaires,
- de 6,6 M€ de diminution des immobilisations financières.

NOTE N°4 • PROVISIONS LONG TERME ET COURT TERME

	06/02 M€ LT	06/02 M€ CT	12/01 M€ LT	12/01 M€ CT	06/01 M€ LT	06/01 M€ CT
Provisions pour impôts différés	9,2	2,4	13,7	2,9	13,9	1,2
Provisions pour retraites et indemnités de départ	25,2	2,2	24,6	2,4	25,2	9,9
Autres provisions pour risques	2,5	13,4	2,7	12,3	4,2	2,5
Subventions d'investissement	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Total	37,1	18,0	41,2	17,6	43,5	13,6

Les provisions pour retraites et indemnités de départ couvrent essentiellement des engagements relatifs aux sociétés françaises et allemandes.

Les autres provisions pour risques comprennent les coûts de restructuration des différents sites industriels.

Le Groupe est, par ailleurs, engagé dans des procédures fiscales, réglementaires ou administratives dans plusieurs pays ou zones économiques où il exerce ses activités. Des provisions ont été constituées à hauteur des seuls risques connus et évaluables à ce jour.

NOTE N°5 • ENDETTEMENT

L'endettement net consolidé du Groupe a diminué de 40,2 M€ au cours du premier semestre 2002, en dépit d'une distribution de dividendes de 9,5 M€. L'impact des parités monétaires sur la baisse de l'endettement est de 27,8 M€.

	06/02 M€	12/01 M€	06/01 M€	12/00 M€	06/00 M€
Emprunts à long terme et moyen terme	139,4	286,0	303,4	287,5	269,4
Part court terme des dettes long terme (hors intérêts courus)	106,4	2,4	1,1	2,0	1,0
Comptes courants financiers	9,3	11,6	13,2	13,9	15,1
Concours bancaires courants	45,9	38,6	51,2	29,1	74,1
Endettement brut total	301,0	338,6	368,9	332,5	359,6
Valeurs mobilières de placement	(5,8)	(4,8)	(5,6)	(2,9)	(2,0)
Créances financières court terme	(1,4)	(0,5)	(5,0)	(0,8)	(4,2)
Disponibilités et assimilé	(19,1)	(18,4)	(22,7)	(27,3)	(6,9)
Endettement net total	274,7	314,9	335,6	301,5	346,5

Comptes consolidés résumés

Annexe résumée

NOTE N°6 • CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS NETS D'IMPÔTS

	06/02 M€	12/01 M€	06/01 M€
Dotation provision dépréciation de titres	(0,5)	(5,2)	(1,3)
Dotation provision retraites des non-actifs	(0,4)	(0,8)	(0,5)
Provisions pour litiges	0,0	(1,3)	(0,9)
Résultat de cession d'immobilisations	2,1	2,3	2,6
Autres charges et produits exceptionnels	(5,2)	(22,1)	(2,0)
Résultat exceptionnel net	(4,0)	(27,1)	(2,1)

- En juin 2001, la plus-value nette constatée correspond à la vente de l'activité Aimants de spécialités ainsi qu'au solde du prix de vente de l'activité Aimants pour ordinateurs ; les autres charges et produits exceptionnels comprennent essentiellement des coûts de restructurations industrielles (1,5 M€).
- En décembre 2001, les dépréciations de titres concernent essentiellement l'Argentine et la Turquie. Les plus-values nettes constatées correspondent à la vente de l'activité Aimants de spécialités ainsi qu'au solde de la vente de l'activité Aimants pour ordinateurs. Les autres produits et charges exceptionnels comprennent des dépréciations d'actifs pour 13,9 M€ concernant principalement l'activité Aimants en Amérique du Nord, à la suite de la mise en redressement judiciaire de Valeo Electrical Systems Inc., filiale américaine de Valeo, des coûts de restructuration (5,7 M€) et la baisse de la valeur des titres d'autodétention compte tenu du cours au 31/12/2001 (1,2 M€).
- En juin 2002, les autres produits et charges comprennent essentiellement des coûts de restructuration industrielle pour 4,2 M€ ; le résultat de cession constaté concerne principalement la vente du siège de la filiale italienne à Milan (1,6 M€).

NOTE N°7 • INFORMATIONS SECTORIELLES

Répartition du chiffre d'affaires par activité

(en %)	06/02	12/01	06/01
Applications Électriques	26,7	24,0	23,6
Protection Électrique	26,6	28,1	28,4
Aimants Permanents	16,0	15,4	16,0
Systemes et Matériaux Avancés	30,7	32,5	32,0

Décomposition du Résultat Opérationnel / Chiffre d'affaires par activité (1)

(en %)	06/02	12/01	06/01
Applications Électriques	12,6	12,8	15,7
Protection Électrique	6,6	9,7	11,2
Aimants Permanents	2,7	(2,4)	(0,6)
Systemes et Matériaux Avancés	14,4	16,6	18,7

(1) Résultat opérationnel avant répartition des frais centraux. Ceux-ci représentent 1,2 % des chiffres d'affaires à fin juin 2001, 1,3 % à fin décembre 2001 et 1,6 % à fin juin 2002.

Rapport des Commissaires aux Comptes

SUR L'EXAMEN LIMITÉ DES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2002

En notre qualité de Commissaires aux Comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés résumés du Groupe Carbone Lorraine relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés résumés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés résumés, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly, le 11 septembre 2002

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young Audit
Gilles Rabier

Deloitte Touche Tohmatsu
Jean-Luc Poumarède
Alain Pénanguer

Conception et réalisation : **Publicis Consultants-Ecom** 

133, avenue des Champs Élysées – 75380 Paris Cedex 08

Tél. : 01 44 43 71 00 – RCS Paris 379 765 910

Photos : Xavier Lambours/EMS, Didier Pazerri/EMS, Louis Allard, X.

Immeuble La Fayette
2-3, place des Vosges - La Défense 5
92400 Courbevoie - France
Tél. : +33 (0)1 46 91 54 00
Fax : +33 (0)1 46 91 54 01
www.carbonelorraine.com